**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**n° B25-02957-NB**

Travaux de désamiantage pour le bâtiment C3 du CEA Grenoble

**SOMMAIRE**

[ARTICLE 1 - OBJET ET STRUCTURATION DU MARCHE 3](#_Toc203466701)

[1.1 - Objet 3](#_Toc203466702)

[1.2 - Allotissement 3](#_Toc203466703)

[ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION 3](#_Toc203466705)

[2.1 - Dispositions générales 3](#_Toc203466706)

[ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION 4](#_Toc203466707)

[3.1 - Procédure 4](#_Toc203466708)

[3.1.1 - Généralités 4](#_Toc203466709)

[3.1.2 - Groupement momentané d’entreprises 5](#_Toc203466710)

[3.1.3 - Variantes 5](#_Toc203466711)

[3.2 - Visite préalable du site obligatoire 5](#_Toc203466712)

[3.3 - Questions des soumissionnaires 6](#_Toc203466713)

[3.4 - Conditions de prix 6](#_Toc203466714)

[3.5 - Sous-traitance 6](#_Toc203466715)

[3.6 - Confidentialité 6](#_Toc203466716)

[3.7 - Validité des offres 7](#_Toc203466717)

[3.8 - Utilisation de la plateforme de dématérialisation du CEA (PLACE) 7](#_Toc203466718)

[ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L’OFFRE 7](#_Toc203466719)

[4.1 - Dossier « Candidature » : 7](#_Toc203466720)

[4.2 - Dossier « Offre » : 8](#_Toc203466721)

[4.2.1 - Offre administrative : 8](#_Toc203466722)

[4.2.2 - Offre technique : 9](#_Toc203466723)

[4.2.3 - Offre commerciale : 9](#_Toc203466724)

[ARTICLE 5 - REMISE DES OFFRES ET DES CANDIDATURES 9](#_Toc203466725)

[5.1 - Date limite de remise des candidatures et des offres 9](#_Toc203466726)

[5.2 - Forme de remise des candidatures et des offres 9](#_Toc203466727)

[5.2.1 - Version dématérialisée 9](#_Toc203466728)

[ARTICLE 6 - VERIFICATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES 10](#_Toc203466729)

[6.1 - Vérification des candidatures 10](#_Toc203466730)

[6.2 - Critères de sélection des offres 10](#_Toc203466731)

[ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR L’ATTRIBUTAIRE DU MARCHE 11](#_Toc203466732)

[ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES 11](#_Toc203466733)

[8.1 - Interlocuteurs techniques 11](#_Toc203466734)

[8.2 - Interlocuteurs commerciaux 11](#_Toc203466735)

[ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS 12](#_Toc203466736)

# OBJET ET STRUCTURATION DU MARCHE

## Objet

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de la consultation relative à la réalisation des travaux du lot 13, travaux de désamiantage dans le cadre du projet de réhabilitation du bâtiment C3 situé sur le site du CEA Grenoble.

Le soumissionnaire retenu à l’issue de la procédure pour les prestations définies dans le présent règlement, sera titulaire d’un marché mis en place par le CEA.

## Allotissement

L’opération, objet du présent marché, est allotie en 12 lots :

- Lot n° 01 « Logistique - Installation de Chantier – Base Vie »,

- Lot n° 02 « Démolition – Gros Œuvre – VRD – Façade – Etanchéité »,

- Lot n° 03 « Menuiserie extérieure – Serrurerie »,

- Lot n° 04 « Cloisons – Doublages – Faux plafonds – Peinture »,

- Lot n° 05 « Menuiseries Intérieures – Signalétique »,

- Lot n° 06 « Sols souples – Carrelage – Résines – Faïence »,

- Lot n° 07 « CVC – Fluides labo Chantier »,

- Lot n° 08 « Electricité CFO CFA »,

- Lot n° 09 « Fluides gazeux laboratoire »,

- Lot n° 10 « Mobilier de laboratoire »,

- Lot n° 11 « Téléalarme »,

- Lot n° 12 « Désamiantage »,

- Lot n° 13 « Désamiantage SS3 trémies et fond de coffrage »,

Les lots 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8 ont été passés dans le cadre d’une procédure d’appels ouvert.

Conformément à l’article R2123-1 du Code de la Commande publique, l'acheteur peut recourir à une procédure adaptée pour passer :  
  
2° Un lot d'un marché alloti dont le montant total est égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée et qui remplit les deux conditions suivantes :  
  
a) La valeur estimée de chaque lot concerné est inférieure à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services ou à 1 million d'euros hors taxes pour des travaux ;  
  
b) Le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots ;

Les lots 3, 9, 10, 11, 12 ont donc été passés en marché à procédure adaptée (ouverte ou restreinte), leur valeur estimée pour chacun étant inférieure à 1 millions d’euros et leur montant cumulé n’excédant pas 20% de la valeur total estimée de tous les lots.

# DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION

## Dispositions générales

La présente procédure est régie, par ordre de priorité décroissant, par les documents suivants :

* les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
* les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation,
* les prescriptions techniques et leurs annexes :
  + le cahier des charges référencé CCTP – lot n°13 Désamiantage SS3 – trémies et fond de coffrage en date du 16/07/2025 ;
  + la grille de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire référencée CEA C3 2B2C DPGF lot n°13 Désamiantage en date du 11/07/2025,
  + le planning de l’opération de désamiantage référencé CEA C3\_2B2C LOT13\_Planning en date du 11/07/2025,
  + le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) référencé indice D en date du 20/01/2025,
  + le dossier de plans,
* le projet de marché référencé B25-02957-NB,
* les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
* les Conditions Générales d’Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
* le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP)
* les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;

Le candidat reconnaît expressément avoir pris connaissance de ces documents et les avoir acceptés.

Les conditions générales de vente du soumissionnaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

Les Conditions Générales d’Achat du CEA (édition de janvier 2022) peuvent être adressées aux soumissionnaires sur simple demande.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent règlement de consultation :

* Annexe 1 : Dématérialisation de la procédure
* Annexe 2 : Attestation de visite
* Annexe 3: Règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)
* Annexe 4 : le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP)
* Annexe 5 : Accidents du travail au cours des trois dernières années

# CONDITIONS DE LA CONSULTATION

## Procédure

### Généralités

La procédure retenue est une **procédure formalisée d’appel d’offres ouvert** conformément aux articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure.

Les candidats n’auront droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu’elles auront engagées pour la préparation de l’offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

* de déclarer infructueuse la consultation s’il n’a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique,
* de ne pas donner suite à la consultation,
* de ne pas donner suite au projet après le dépouillement des offres dont il garantit le caractère confidentiel en toute hypothèse.

Le CEA se réserve le droit d’apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n’élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l’étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les conditions d’exécution du marché CEA et les différentes dispositions applicables font l’objet d’un projet de marché joint au dossier de consultation. Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au document qui sera proposé à la signature de l’entreprise retenue, sous réserve de modifications mineures de mise au point du marché.

### Groupement momentané d’entreprises

En cas de groupement momentané d’entreprises, celui-ci peut être solidaire ou conjoint.

Si le groupement est conjoint, le mandataire doit être solidaire de ses cotraitants.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

* en qualité de candidat individuel et de membre d’un ou plusieurs groupements :
* en qualité de membre de plusieurs groupements.

### Variantes

Le CEA n’autorise pas la présentation de variantes.

## Visite préalable du site obligatoire

Le soumissionnaire est tenu de se rendre sur place pour apprécier la technicité, la documentation, l’étendue des travaux à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d’exécution, notamment les contraintes liées à la localisation du site, les accès, les conditions de travail.

Il est précisé que cette visite présente un caractère obligatoire pour la recevabilité de l’offre.

La visite aura lieu les mercredis **30/07/2025 et 06/08/2025 à 11h00.**

Il incombe aux soumissionnaires de confirmer leur venue en prenant contact avec :

* Correspondant technique : Mme Lauriane VAUSSENAT – DPEI/SPPEP/GPP - Tél. : 04.38.78.10.85 - Email : [lauriane.vaussenat@cea.fr](mailto:lauriane.vaussenat@cea.fr)

Si le soumissionnaire est dans l’impossibilité de se rendre disponible à la date fixée, il doit prendre contact avec le correspondant technique du CEA (ci-dessus), afin de convenir d’une autre date.

La visite devra néanmoins avoir lieu au plus tard le **14/08/2025** semaine avant la date limite de remise des offres.

Chaque candidat doit se munir de l’attestation de visite jointe en annexe 2 à signer contradictoirement par le représentant du candidat et par le responsable CEA chargé de la visite.

Compte tenu des formalités d’entrée sur le site, chaque candidat doit communiquer **au minimum sept jours francs avant la date de la visite** une photocopie de la carte nationale d’identité de 2 personnes maximum qui effectueront la visite. Cette photocopie doit être transmise par email à l’attention des personnes précédemment citées.

**Les soumissionnaires qui n’auraient pas rempli cette obligation et renvoyé l’attestation de visite correspondante dûment signée verront leur offre écartée.**

Préalablement à l’entrée sur site, il est demandé à ce que chacune des personnes physiques participant à la visite visionne préalablement la vidéo sur les conditions d’accès et consignes de sécurité via le lien suivant :

[CEA - consignes de sécurité CEA Grenoble](https://newsletters.cea.fr/video/player.php?titre=consignes%20de%20s%C3%A9curit%C3%A9%20CEA%20Grenoble&idv=stic_grenoble_extra/2021/10/44503_CEA_VIDEO_SECURITE_V12)

Le jour de de la visite sur site, chacune des personnes physiques devra se munir d’une pièce d’identité (ou d’un passeport), sans laquelle l’entrée sur le site ne sera pas autorisée.

## Questions des soumissionnaires

Les questions éventuelles des soumissionnaires à l’issue des visites doivent être communiquées par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)** au plus tard le **14/08/2025**

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l’URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l’annexe 1 du présent règlement de consultation.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires.

## Conditions de prix

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l’offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation.

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents cités à l’article 2 du présent règlement de consultation.

## Sous-traitance

Les soumissionnaires sont informés de ce que l'activité qu'ils confieraient à un sous-traitant, après accord exprès, préalable et écrit du CEA, ne pourra pas être sous-traitée par le sous-traitant, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le CEA.

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie de la prestation, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ses) sous-traitant(s) et la nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d’exécution du marché. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée.

Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (des) contrat(s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (des) sous-traitant(s) proposé(s).

Le soumissionnaire présentera obligatoirement le(s) sous-traitant(s) à l’acceptation du CEA en remettant le formulaire de demande d’acceptation de sous-traitant annexé au projet de marché.

## Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l’article 11 des Conditions Générales d’Achat du CEA.

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l’usage qui peut en être fait, la durée de l’obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l’information ne doit pas être transmise.

## Validité des offres

Les offres demeurent valables pendant une durée de quatre mois à compter de leur date limite de remise.

## Utilisation de la plateforme de dématérialisation du CEA (PLACE)

Les modalités d’utilisation de la plateforme de dématérialisation figurent à l’annexe 1 du présent règlement de consultation.

# PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L’OFFRE

## Dossier « Candidature » :

Le dossier de candidature doit être composé impérativement des éléments mentionnés dans l’Avis d’Appel Public à Concurrence publié au Journal Officiel de l’Union européenne et précisés comme suit :

* le formulaire DC1 (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat ou habilitant le mandataire d’un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 de ce formulaire.
* le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) (ou équivalent).

*Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :*

[*http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics*](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics)

ou un document unique de marché européen (DUME) disponible sur <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

* lorsqu’il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe.

**Capacité économique et financière :**

* Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

**Capacité technique et professionnelle :**

* Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
* Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
* Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;

**Sous-traitance :**

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu’il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l’exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

## Dossier « Offre » :

Le dossier de l’offre doit être composé impérativement des éléments suivants :

### Offre administrative :

* Le taux de fréquence et de gravité des accidents du travail de l’entreprise pour les trois années précédentes à celle de l’offre, selon le modèle joint en annexe.
* La fiche de visite des installations dûment complétée et signée par le représentant CEA.
* Les attestations d’assurance civile, professionnelle et décennale en cours de validité,
* Le projet de marché et le cahier des charges à titre de documents contractuels, dûment paraphés et signés attestant de l’acceptation de leurs termes par le soumissionnaire.
* Pour chacun des sous-traitants envisagés, le soumissionnaire doit indiquer dans son offre le montant et la nature des prestations qu’il envisage de sous-traiter.

**Documents à produire ultérieurement (au stade de l’attribution du marché) :**

* Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étrangers, datant de moins de six mois
* Une attestation de qualification d'un organisme agréé, en cours de validité et correspondant aux travaux effectués,
* les attestations d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle, émanant de sa compagnie d'assurance, datées de moins de six mois, indiquant le numéro et la date d'effet du marché, les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, la nature des prestations ou des missions garanties et justifiant qu'il est à jour du paiement des primes,
* s'il est déjà titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile décennale, une attestation sur l'honneur précisant qu'il n'a pas fait l'objet, au titre de son assurance responsabilité civile décennale, ni d'une résiliation pour sinistre, ni de majorations tarifaires pour mauvais résultats au cours des deux dernières années,
* une attestation des fabricants de composants mis en œuvre par lui, certifiant que ces fournisseurs de composants sont bien couverts pour leur responsabilité découlant de l'article 1792-4 du code civil.

Le Titulaire est tenu de produire, à la date d'ouverture du chantier :

* une attestation d'assurance responsabilité civile décennale, émanant exclusivement de sa compagnie d'assurance, valable à la date d'ouverture du chantier, et mentionnant le numéro et la date d'effet du contrat, les garanties accordées, leurs montants et franchises, les qualifications, les activités, la nature des travaux ou des missions couvertes, la conformité avec les clauses types rendues obligatoires par la loi précitée du 4 janvier 1978 et ses modifications ultérieures, et justifiant que le Titulaire est à jour du paiement des primes.

### Offre technique :

L’offre technique doit préciser de façon détaillée les dispositions que l’entreprise s’engage à adopter pour l’exécution de la prestation et exposer les choix techniques.

Ce document comprendra toutes justifications et observations du soumissionnaire et devra suivre le plan détaillé suivant :

**I - Compréhension du besoin et identification des contraintes de site**

**II - Organisation et méthodologie proposées pour réalisation des travaux**

**III – Moyens humains (qualifications, références), matériaux et matériels proposés (fiches techniques)**

**IV – Proposition de planning d’exécution des travaux**

**V - Autre**

### Offre commerciale :

* La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire dûment complétée.

# REMISE DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

## Date limite de remise des candidatures et des offres

Les dossiers des soumissionnaires, comportant **leur candidature et leur offre**, doivent être remis au plus tard le **25 AOUT 2025 avant 16 heures** (délai de rigueur).

**Tout dossier reçu après cette date sera écarté d’office.**

## Forme de remise des candidatures et des offres

### Version dématérialisée

Les soumissionnaires transmettent leur offre via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE) accessible sur l’URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l’annexe 1 du présent règlement de consultation.

**Il est demandé de respecter les formalismes de présentation des fichiers d’offres et de candidature indiqués aux paragraphes 3.1 et 3.2 de cette annexe 1.**

Il est précisé qu’en cas de remise d’une offre via la plateforme de dématérialisation des appels d’offres du CEA, l’offre (au format .ZIP) ne doit pas dépasser 200 Mo après la compression ZIP.

Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l’objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde ».

Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres à l’adresse suivante :

CEA Grenoble

Service des Marché et Achats

17, rue des Martyrs

38054 GRENOBLE Cedex 09

A l’attention de Nathan BURTIN – Pièce 413A

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu’est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée.

- lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n’ont pas pu être ouvertes par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).

Rappel :

Les opérateurs économiques ont l’obligation de déposer leurs candidatures et offres par voie électronique sur PLACE, sauf dans les cas prévus par les articles R2132-12 et R2132-13 du Code de la commande publique.

# VERIFICATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

## Vérification des candidatures

Le CEA vérifiera que les candidats satisfont aux conditions de participation indiquées dans l’Avis d’appel à concurrence objet de la présente procédure, référencé AOOB25­02957-­NB et rappelées ci-avant.

## Critères de sélection des offres

L’offre du soumissionnaire sera analysée conformément aux critères de sélection pondérés suivants :

* Prix des prestations : 50%
* Compréhension du besoin et des contraintes de site identifiées : 15%
* Organisation et méthodologie proposées pour réaliser les travaux : 15%
* Adéquation des moyens humains et matériels par rapports aux prestations demandées : 10%
* Planning d’exécution des travaux proposé : 10%

A cet effet, le soumissionnaire veillera à bien préciser et/ou développer dans son offre les points concernant ces critères.

**Nota : Il est précisé qu’il n’y aura pas de négociation technique et financière après remise des offres au titre de la présente consultation.**

Le CEA se réserve la possibilité de recevoir les soumissionnaires pour obtenir des explications complémentaires sur leur offre.

# DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR L’ATTRIBUTAIRE DU MARCHE

Conformément aux articles R2143-6, R2143-7 et 2143-8 du Code de la commande publique, l’entreprise retenue par le CEA ne pourra devenir Titulaire du marché qu’à la condition de transmettre avant sa signature et dans le délai fixé par le CEA :

* les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l’étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu’à la fin de l’exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
* les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ([Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=48910BD1FF5583577BDBC6A0F4EE90CC.tplgfr44s_1?cidTexte=JORFTEXT000038318472&dateTexte=20190331)).

Dans le cas où l’entreprise retenue ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans autre formalité.

# RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié d’utiliser **la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)**

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l’URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l’annexe 1 du présent règlement de consultation.

La présente consultation est suivie par :

## Interlocuteurs techniques

Mme Lauriane Vaussenat DPEI / SPPEP / GPP

Tél. : 04.38.78.10.85 Email : [lauriane.vaussenat@cea.fr](mailto:lauriane.vaussenat@cea.fr)

Mme Elise ROTA DPEI / SPPEP / GPP

Tél. : 04.38.78.33.16 Email : [elise.rota@cea.fr](mailto:elise.rota@cea.fr)

## Interlocuteurs commerciaux

M. Nathan BURTIN Service des Marchés et Achats Tél. : 04.38.78.28.74

Email : [nathan.burtin@cea.fr](mailto:nathan.burtin@cea.fr)

M. Steven YHUEL Service des Marchés et Achats Tél. : 06.30.70.52.18

E-mail : [steven.yhuel@cea.fr](mailto:steven.yhuel@cea.fr)

# SUIVI DES FOURNISSEURS

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d’un outil d’évaluation relative à l’exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d’actions correctives à ses fournisseurs.

oooOooo